



Initiative citoyenne (ICE) pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi

ice@pressefederaliste.eu

Argumentaire

Pourquoi ce projet d'Initiative des citoyens européens **pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi** ?

- Pour sortir de la crise économique et financière, un plan européen de développement durable et pour l'emploi peut être un objectif prioritaire ;
- des plans nationaux sont inefficaces pour gouverner l'espace économique européen et causent un gaspillage de ressources ;
- un plan européen de développement, à cause du manque de ressources du budget européen actuel, doit viser à produire une profonde réforme budgétaire, pouvant être poursuivie dans le cadre de l'eurozone et avec les autres Etats qui voudraient s'y associer ;
- un tel plan devra être financé par de nouvelles ressources propres provenant :
 - d'une taxe sur les transactions financières -nécessaire pour pénaliser la spéculation financière ;
 - d'une taxe carbone -pour combattre les changements climatiques et favoriser la transition vers les énergies renouvelables ;
 - d'euro-obligations (notamment les *Euro Project Bonds*) ;
- ces ressources devront alimenter en premier lieu un Fonds européen de solidarité pour le financement de mesures sociales destinées à lutter contre le chômage et à créer de nouveaux postes de travail pérennes et de qualité, en particulier, pour l'emploi des jeunes ;
- un tel plan recueillera le consentement des citoyens et contribuera à combattre la progression du nationalisme, du populisme et de l'euroscépticisme.

Le constat

- La pauvreté s'accroît en Europe :
Dans l'Union européenne 119 millions de personnes sont en risque de pauvreté, 24,2 % de la population.
(source Eurostat)
- L'Union européenne n'a pas de dette.

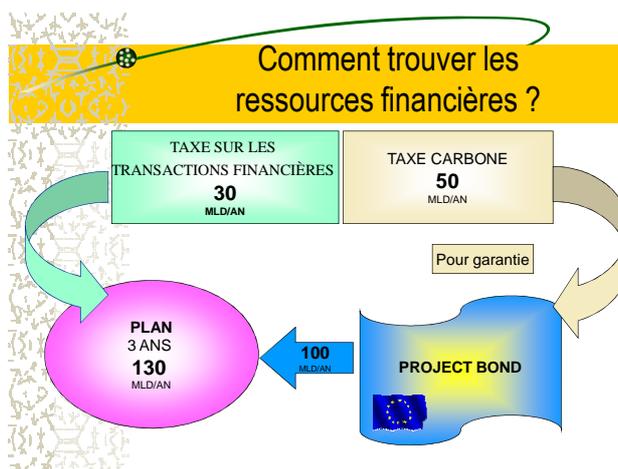
La proposition de l'ICE

L'ICE demande à la Commission européenne de proposer un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi, afin de relancer l'économie européenne et de créer de nouveaux emplois, avec un financement de 400 milliards d'euros sur 3 ans.

Les investissements seront attribués aux domaines suivants :

- recherche et innovation ;
- énergies renouvelables ;
- infrastructures de transport ;
- infrastructures à "Haut débit" pour les télécommunications ;
- réseaux énergétiques ;
- protection de l'environnement et du patrimoine culturel ;
- agriculture biologique.

Les ressources financières ?



.../...

Rappels relatifs aux ICE

Article 11.4 du Traité sur l'Union européenne (dit Traité de Lisbonne)

« Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités. »

Les promoteurs de l'ICE

Création à Rome du Comité italien pour la promotion de l'Initiative citoyenne européenne

A l'issue de longs préparatifs, le lundi 11 février 2013 a été constitué à Rome, sur la proposition du *Movimento Federalista Europeo* (section italienne de l'UEF Europe et du *World Federalist Movement*) le Comité promoteur italien de l'Initiative citoyenne européenne (ICE) **Pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi**. Ont adhéré les centrales syndicales et organisations *CGIL, CISL, UIL, ARCI, ACLI-FAI, Legambiente, Libera-FLARE, European Alternatives, Movimento Europeo* (Conseil italien), *AICCRI* (Conseil des Communes et Régions d'Europe, équivalent du CCRE français), *GD* (Jeunes démocrates). Le Comité reste ouvert et de nouvelles adhésions ont été annoncées.

L'action dans d'autres pays de l'Union européenne :

L'action pour la promotion de l'ICE se développe au niveau européen. Des Comités analogues au Comité italien ont été créés successivement en Grèce, France, Belgique, République tchèque, Espagne, Luxembourg et Hongrie alors qu'un autre est en cours de finalisation au Portugal et que des contacts prometteurs sont en cours en Allemagne, Hollande, Slovaquie... Les organisations participantes au Comité italien se sont engagées à engager leurs réseaux européens pour la collecte des signatures.

Un réseau de villes européennes est en voie de fondation pour promouvoir l'initiative à l'initiative de la ville de Turin ; un premier Colloque y est prévu le 28 février avec la participation des villes de Lyon, Barcelone, Chambéry et Prague (les villes d'Athènes, Cannes, Cologne et Lille étant également invitées).

Le syndicat *CGIL* a rappelé que dans sa Conférence de programme la Confédération européenne des syndicats *CES / ETU* a indiqué des objectifs identiques à ceux exposés dans l'ICE, les trois principaux syndicats italiens (*CISL, CGIL, UIL*) sont membres des Comités pour l'ICE de même que les *Comisiones Obreras* espagnoles, principal syndicat espagnol et d'autres syndicats européens, de même que de nombreuses ONG de la société civile européenne.

En **FRANCE**, dès 2012 l'UEF France a décidé de soutenir l'ICE et des contacts et rencontres de l'UEF Rhône-Alpes avec les responsables syndicaux régionaux de différentes confédérations syndicales ont eu lieu (CFDT, CFTC, FO, CGT, UNSA, CGC-CFE).

En mars 2013, réunis en marge de la Convention des fédéralistes européens à Lyon, diverses personnes, à titre individuel ou représentant leurs associations ont fondé le **Comité français promoteur de l'ICE** se donnant pour tâche de rassembler les organisations partenaires citoyennes, associatives, syndicales et politiques françaises.

Aujourd'hui le chiffre minimal de 8 Comités nationaux pour l'ICE a été atteint et un **Comité européen pour l'ICE** a été constitué avec des représentants des divers Comités nationaux. Il a validé le texte définitif de l'ICE et l'a présenté début janvier devant la Commission européenne pour validation qui doit être confirmée par celle-ci au plus tard le 7 mars 2013.

Un **Manifeste en soutien de l'ICE** a été rédigé et est déjà signé par d'importantes personnalités européennes. Il sera prochainement publié dans la presse. Un site web pour la campagne sous le nom de « *A New Deal 4 Europe* », de même qu'une *Newsletter* multilingue ont été mises en place de même que diverses éditions nationales de la *Newsletter*.

Contacts de l'ICE sur les réseaux sociaux



Twitter : www.twitter.com/NewDeal4Europe
Facebook : www.facebook.com/NewDeal4Europe
Flickr : www.flickr.com/photos/NewDeal4Europe
Youtube : www.youtube.com/NewDeal4Europe/

Rejoignez- nous !

**Comité promoteur en France de l'ICE
pour un plan européen extraordinaire
de développement durable et pour l'emploi**

c/o UEF France et / ou Presse Fédéraliste
Maison de l'Europe et des Européens - 242, rue Duguesclin - 69003 Lyon

ice@pressefederaliste.eu